

CHECK AGAINST DELIVERY
LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

STATEMENT BY

THE HONOURABLE RONA AMBROSE, P.C., M.P.
CANADA'S MINISTER OF STATE (STATUS OF WOMEN)

AT THE 55TH SESSION OF THE UNITED NATIONS
COMMISSION ON THE STATUS OF WOMEN

AGENDA ITEM 3: FOLLOW-UP TO THE FOURTH WORLD CONFERENCE ON
WOMEN AND TO THE TWENTY-THIRD SPECIAL SESSION OF THE GENERAL
ASSEMBLY ENTITLED "WOMEN 2000: GENDER EQUALITY, DEVELOPMENT
AND PEACE FOR THE TWENTY-FIRST CENTURY".

NEW YORK, 24 FEBRUARY 2011

~~~~~

DÉCLARATION DE

L'HONORABLE RONA AMBROSE, C.P., DÉPUTÉE  
MINISTRE D'ÉTAT (CONDITION FÉMININE) DU CANADA

LORS DE LA 55<sup>E</sup> SESSION DE  
LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME  
DES NATIONS UNIES

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : SUIVI DE LA QUATRIÈME CONFÉRENCE  
MONDIALE SUR LES FEMMES ET DE LA VINGT-TROISIÈME SESSION  
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTITULÉE "LES FEMMES  
EN L'AN 2000 : ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES, DÉVELOPPEMENT ET PAIX  
POUR LE XXIE SIÈCLE"



Mr. Chair, distinguished delegates.

As Canada's Minister for Status of Women, I would like to thank you for the opportunity to address the 55<sup>th</sup> session of the Commission on the Status of Women.

2010 was an important year, as we saw the creation of UN Women, an initiative that Canada strongly supported.

We are proud to support this important institution with an eightfold increase in our core contribution, and applaud the selection of Michelle Bachelet to lead the organization.

Under Ms. Bachelet's leadership, and with Canada's support, UN Women will provide a strong voice for women around the world.

Canada has already been the catalyst for the renewed global effort to save the lives of women, children and newborns in developing countries through our maternal health initiative.

Last month in Geneva, as co-chair of the UN Commission on Information and Accountability for Women's and Children's Health, Canada's Prime Minister, Stephen Harper, made an announcement that Canada is moving ahead on the commitment made at the 2010 G8 Summit to both deliver funds and address this issue in an accountable manner.

Recently, my colleague, the Minister of Foreign Affairs, also launched Canada's Action Plan for the Implementation of the United Nations Security Council Resolutions on Women, Peace and Security.

Our action plan will steer Canada's interventions abroad so they encourage the participation of women and girls, promote their rights, and advance their equal access to humanitarian and development assistance.

As Canadians, we value a peaceful and safe society, and violence against women and girls must stop. Our Government has taken action by introducing tougher laws, investing in shelters, strengthening victim support and awareness programs, and working more effectively in partnerships with those who seek an end to violence against women and girls.

The Canadian government is also working to increase awareness and prevent violence in Aboriginal, immigrant and refugee communities.

We recently announced the first-ever strategy to address the issue of missing and murdered Aboriginal women in Canada.

And we have launched the first call to action to address honour-based violence by funding organizations that raise awareness about violence in ethnic communities.

I, and Canadian women from our country, have been urging community leaders to take action against honour-motivated violence.

In Canada, we see it as vital that all women and girls are apprised of their rights under the law.

We believe that everyone should live free from violence and abuse, including honour-motivated violence.

We made this clear in our new Canadian Citizenship Guide by stating: "...Canada's openness and generosity do not extend to barbaric cultural practices that tolerate spousal abuse, 'honour killings' ...or other gender-based violence."

As Canada's Minister for Status of Women, I am proud that we are partnering with organizations who strive to empower women to learn about their rights, and to speak out against abuse.

I'm proud that our Government has increased funding to the highest level ever, because we know that there is much work left to do.

Serving as Minister has been one of the greatest privileges afforded to me, not only during my political career, but also on a personal level.

Sitting in this room today, I am inspired to continue to work to improve the lives of women and girls in Canada, and throughout the world.

Together, we can make a difference. Together, we will make a difference.

Thank you.

Monsieur le Président, distinguées déléguées,

En qualité de ministre de la Condition féminine du Canada, je tiens à vous remercier de me donner la chance de prendre la parole à cette 55e Session de la Commission de la condition féminine.

L'année 2010 a été une année importante, marquée par la création d'ONU Femmes, initiative que le Canada a fermement soutenue.

Notre pays est fier d'appuyer cette importante institution en multipliant par huit sa contribution de base, et il se réjouit du choix de Michelle Bachelet pour la diriger. Sous la direction de Mme Bachelet et avec l'appui du Canada, ONU Femmes sera un fort porte-parole des femmes du monde entier.

Le Canada, grâce à son initiative pour la santé maternelle, a déjà amené un renouvellement des efforts internationaux visant à sauver la vie de femmes, d'enfants et de nouveau-nés dans les pays en développement.

Le mois dernier, à Genève, en sa qualité de coprésident de la Commission d'information et de responsabilisation pour la santé de la femme et de l'enfant des Nations Unies, le premier ministre du Canada, Stephen Harper, a annoncé que le notre pays avait commencé à concrétiser l'engagement pris au Sommet du G8 de 2010, c'est-à-dire à fournir des fonds et à intervenir de manière responsable pour remédier au problème.

Récemment, mon collègue, le ministre des Affaires étrangères, a aussi lancé le Plan d'action du Canada pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.

Notre plan d'action orientera les interventions du Canada à l'étranger de façon qu'elles favorisent la participation des femmes et des filles et qu'elles assurent la promotion de leurs droits ainsi que leur accès égal à l'aide humanitaire autant qu'à l'aide au développement.

En tant que Canadiennes et que Canadiens, nous attachons une grande valeur à la paix et à la sécurité sociales, et nous voulons que cesse la violence faite aux femmes et aux filles.

Notre gouvernement a pris des mesures à cet égard, en déposant des lois plus sévères, en investissant dans les refuges, en renforçant les programmes de sensibilisation et d'aide aux victimes et en travaillant plus efficacement avec des partenaires qui sont, eux aussi, désireux d'éliminer la violence faite aux femmes et aux filles.

Le gouvernement canadien fait également un travail de sensibilisation à la violence et de prévention de la violence dans les communautés autochtones ainsi que dans les milieux réfugiés et immigrants.

Nous avons récemment annoncé la toute première stratégie destinée à enrayer les disparitions et meurtres de femmes autochtones au Canada.

Et nous avons lancé un premier appel à l'action pour contrer la violence qui est perpétrée au nom de l'honneur en finançant le travail de sensibilisation d'organismes qui œuvrent auprès des communautés ethniques.

Avec d'autres Canadiennes, j'ai appelé les têtes pensantes de ces communautés à agir pour enrayer la violence perpétrée au nom de l'honneur.

Au Canada, nous considérons qu'il est primordial d'informer toutes les femmes et toutes les filles de leurs droits en vertu des lois.

Nous croyons que toute personne a le droit de vivre à l'abri de la violence et de l'abus, ce qui comprend la violence perpétrée au nom de l'honneur.

Dans notre nouveau guide sur la citoyenneté, nous avons d'ailleurs clairement indiqué que « *[l]’ouverture et la générosité du Canada excluent les pratiques culturelles barbares qui tolèrent la violence conjugale, les "meurtres d’honneur" [...] ou d’autres actes de violence fondée sur le sexe* ».

En ma qualité de ministre de la Condition féminine, je suis fière de nos partenariats avec des organismes qui œuvrent à renforcer l'autonomie des femmes en leur faisant connaître leurs droits et en leur enseignant à dénoncer la violence.

Je suis fière que notre gouvernement ait porté son financement à un niveau sans précédent, parce qu'il est conscient du travail qui reste à faire.

Servir comme Ministre de la Condition féminine du Canada est l'un des plus grands privilèges qui m'aient été donnés, non seulement durant ma carrière politique, mais au cours de ma vie.

Le simple fait de me trouver dans cette salle aujourd'hui m'incite à continuer de travailler à améliorer la vie des femmes et des filles du Canada et du monde entier.

Ensemble, nous pouvons changer les choses. Ensemble, nous allons changer les choses.

Je vous remercie.